

Le «Plan» trahi

Réponse à Henri de Man, ministre de la bourgeoisie belge

Eugène Varga

Source: Cent ans de socialisme belge. Bruxelles: Contradictions, 1985, pp. 75-83.

Économiste soviétique d'origine hongroise, Eugène Varga, a l'époque directeur de l'Institut d'économie et de politique mondiales de Moscou, a écrit deux brochures sur le planisme (respectivement en 1934 et 1936). Dans la première, *Le «plan»*¹, l'auteur reproche au plan d'être une vaste opération réactionnaire; dans la seconde, *Le «plan» trahi*², il reproche à de Man de ne pas en réaliser les mesures favorables aux travailleurs... Nous en publions ici les extraits les plus significatifs. (Contradictions)

Au deuxième anniversaire du Plan, les travailleurs belges ne jouissent d'aucune des mesures que le Plan a promis en leur faveur. Ce sont les banques sauvées par la dévaluation, ce sont les gros capitalistes dont le gouvernement d'Union Nationale a élargi la « marge des profits » qui récoltent les fruits de la campagne pour le plan et de l'activité gouvernementale de de Man, [Spaak](#) et [Vandervelde](#).

Les résultats décevants de la campagne pour le Plan et de la collaboration gouvernementale remplissent d'amertume et d'indignation une grande partie des travailleurs socialistes. (...)

Le fait que le « Plan » contient plusieurs mesures dont la réalisation effective serait avantageuse pour les travailleurs et que de pareilles mesures ont été mises à la tête de la dernière plateforme planiste a une grande importance du point de vue du ralliement si nécessaire de toutes les forces des travailleurs pour la lutte commune contre le gros capital. Se rendant compte que ni les parades pour le « Plan » ni la collaboration des ministres socialistes au gouvernement bourgeois, ne garantissent la réalisation des promesses qu'on leur a faites, les travailleurs socialistes se tournent de plus en plus vers les actions combatives et vers le front unique, pour arracher de haute lutte ce qui est inscrit en leur faveur dans les plateformes planistes de leur propre parti. Il ne fait pas de doute que les communistes sans revenir sur leur opinion en ce qui concerne le Plan peuvent et doivent lutter ensemble avec les travailleurs socialistes et leurs organisations pour la réalisation immédiate de toutes les mesures correspondantes aux intérêts des travailleurs contenues dans le Plan.

La nécessité d'organiser l'action commune pour ces mesures ne nous dispense pourtant pas de continuer à combattre l'idéologie du Plan qui est un obstacle à la lutte efficace contre le gros capital et la réaction. Ce que nous combattons dans le plan, ce ne sont pas les mesures en faveur des travailleurs qui y sont incluses.(...)

1 Bruxelles, C.D.L. [*Centre de diffusion de la littérature*], 1934, pp.7 à 15 et 65 à 67. [*Publié en France sous le titre : « Henri de Man et son Plan ».* Paris, Bureau d'Éditions, 1934. Note MIA]

2 Bruxelles, C.D.L., 1936, pp.6 à 13 et 51 à 71.

M. de Man renonce à l'exécution du Plan de sauvetage et devient ministre

Au cours d'un an, la plus haute instance du Parti, le Congrès s'était par trois fois prononcé : le Parti n'entrera au gouvernement que pour exécuter le Plan.

Rappelons au lecteur ces décisions dont voici le contenu : Congrès de Noël 1933 : « *Le Congrès... décide que le P.O.B. entame, dès à présent, la lutte pour la conquête du pouvoir par tous les moyens constitutionnels, en vue de la réalisation de ce Plan [le Plan du Travail] ; et déclare qu'il ne prendra en considération aucune participation à un gouvernement qui n'adhérerait pas au Plan du Travail comme programme d'exécution immédiate, mais qu'il est prêt à accepter, pour la conquête et l'exercice du pouvoir, l'appui de tous les groupements qui s'y rallieront* ». Congrès de 1934 (28 octobre) : « *Le Congrès décide : Confirme sa résolution de Noël 1935, notamment en ce qui concerne les conditions d'une participation éventuelle du Parti à l'exercice du pouvoir* ». Congrès de 1935 (21 février) : « *Le Congrès décide : De poursuivre, en l'amplifiant dans l'ordre et la légalité, l'action pour le Plan du Travail au pouvoir* ».

Les décisions des congrès furent popularisées dans un nombre considérable d'assemblées, d'articles et brochures. « *Rien que le Plan !* », « *Tout le Plan !* », tels étaient les mots d'ordres du P.O.B. durant un an. Vraiment, après ces décisions solennelles et après les innombrables discours démagogiques, les ouvriers belges ont dû croire que les chefs du P.O.B. prenaient le Plan au sérieux.

Dans notre brochure, nous avons désigné le « *Plan du Travail* » comme étant la plate-forme d'une participation du P.O.B. à un gouvernement de coalition.

Nous nous sommes trompés ! Nous-mêmes, nous avons pris trop au sérieux les solennelles assurances des chefs du P.O.B. ; « *Rien que le Plan !* », « *Tout le Plan !* » Lorsque la crise bancaire éclata en mars 1935 en Belgique, le gouvernement [Theunis](#) ne trouva nulle issue et démissionna ; lorsque la domination de la bourgeoisie était fortement ébranlée, les chefs du P.O.B. sautèrent dans l'arène pour soutenir cette domination de la bourgeoisie ! Ils abandonnèrent le Plan sans conditions, acceptèrent cinq postes ministériels et la fraction parlementaire du P.O.B. a été la seule à voter à l'unanimité comme parti pour le gouvernement !

La trahison du Plan est complète. Nous cherchons en vain dans la déclaration ministérielle du gouvernement [Van Zeeland](#)-Vandervelde-de Man la moindre allusion au « Plan du Travail » ; il en fut de même du discours-programme de Van Zeeland. Comme s'il n'y avait jamais eu un tel plan !

L'« *Action Socialiste* » constata mélancoliquement dans son numéro du 6 avril 1935 : « *Il n'y a donc pas de doute : ce Plan dont on nous a tant parlé, ce Plan savant, complexe et miraculeux est bien mort. Car la politique du gouvernement actuel n'est pas basée sur le Plan, tout le Plan. Elle est basée, c'est le Comité directeur de notre parti qui nous l'annonce, sur... l'optimisme* ».

Le noyau de la déclaration ministérielle est constitué par deux faits :

*Augmentation des profits de la bourgeoisie !
Refus de toute augmentation de salaires !*

Pour qu'on ne puisse nous accuser de démagogie, nous citerons les passages en question de la déclaration ministérielle : « *La reprise des affaires dépend de la restauration de la marge de profit des entreprises. Nos efforts porteront à la fois sur le coût de production... Les prix de gros hausseront d'une façon certaine et rapide... Mais c'est surtout par une action énergique et continue sur les divers éléments du coût de production que nous voulons rendre aux affaires la marge de bénéfices qui leur est indispensable...* »

Clairement et sans équivoque, Vandervelde, de Man et Spaak se posent la tâche de relever les profits de la bourgeoisie.

Non moins clairement est posée la tâche de maintenir les salaires au bas niveau insupportable auquel ils ont été ramenés durant la crise.

« *Nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour assurer au salaire réel horaire une stabilité qui facilite le développement des affaires... C'est par l'augmentation de la masse des salaires payés à la classe ouvrière dans son ensemble... que nous espérons relever le niveau de vie de la Belgique* ».

Nous montrerons plus tard que même ceci constitue un embellissement de la réalité ; le salaire réel de l'ouvrier belge a rapidement baissé par suite de l'activité du gouvernement Van Zeeland - Vandervelde-de Man ! (...)

Les résultats de l'activité gouvernementale de de Man-Vandervelde

Pour justifier leur échec dans un gouvernement qui n'est pas celui du « *Le Plan, tout le Plan, rien que le Plan* », les dirigeants du P.O.B. promettaient aux masses laborieuses une amélioration radicale de leur situation qui devait être le résultat de l'abandon de la « politique de déflation », de l'abolition des arrêtés-lois que les gouvernements précédents ont pris au détriment des travailleurs et de la réalisation, au moins partielle, des mesures préconisées dans le Plan. « *Nous apportons aujourd'hui au peuple le moyen de réaliser le sauvetage* », déclarait pompeusement Spaak au Congrès du P.O.B. des 30-31 mars qui fut convoqué pour sanctionner le fait accompli de la collaboration gouvernementale et de la trahison du Plan. « *Le Plan de M. Van Zeeland offre quelque chose de positif aux petites gens* », ajoutait plus modestement Vandervelde au même congrès.

Neuf mois se sont écoulés depuis l'entrée de de Man-Vandervelde au gouvernement. Quel est le résultat ?

Le résultat en est une forte amélioration de la situation de la bourgeoisie, une forte aggravation de la situation de la classe ouvrière belge et de toutes les « *petites gens* ».

L'acte le plus important du gouvernement fut la dévaluation de 28 % de la valeur du franc. Cette mesure a servi les intérêts du capital industriel dont les dettes furent diminuées d'autant : elle servit les intérêts des Banques qui, par suite de l'insolvabilité de leurs débiteurs, se trouvaient au bord de l'écroulement. « *La situation des banques belges se fait de jour en jour plus difficile* », dit la déclaration ministérielle. Ce fut le « roi non couronné » de Belgique, Francqui, gouverneur de la « Société Générale de Belgique », qui a imposé la dévaluation. Van Zeeland déclarait ouvertement à la Chambre, qu'il fallait « *sacrifier le franc pour sauver les banques* ». Or, la dévaluation signifiait l'expropriation de 28 % de l'avoir des petits épargnants³, l'expropriation des petits possédants de valeurs d'État, d'assurances sur la vie, etc.

La deuxième mesure importante fut la conversion forcée de 26 milliards de rentes d'État à 5 % en rentes à 4 %.

Les petites gens qui ont placé leurs économies en rentes d'État toucheront désormais un intérêt réduit de 20 % et dont la valeur-or est diminuée de 28 %. Décidément, c'est une profonde saignée pour les petits épargnants.

3 La Caisse d'Épargne, en Belgique, a en dépôt plus de 10 milliards de francs, appartenant dans leur écrasante majorité aux « *petites gens* » : fonctionnaires, artisans, petits négociants, ouvriers. Au lieu de « l'expropriation » des banques et des monopoles, comme l'avait promis le « Plan du travail », les petites gens ont été dépouillés de 2,8 milliards de francs rien que sur les dépôts à la Caisse d'Épargne.

Les profits de la bourgeoisie se sont rapidement relevés, avant tout par l'augmentation des prix de gros auxquels elle vend ses marchandises. L'index des prix de gros (1914 = 100) est monté de 464 en moyenne au mois de mars à 582 en moyenne au mois de novembre, donc de 26 % en chiffres ronds. Comme les salaires n'ont pas augmenté ou très peu pendant ce temps, mais que les impôts de la bourgeoisie ont été diminués, il est clair que le but principal du gouvernement d'« Union nationale » : l'élévation des profits de la bourgeoisie, a été atteint.(...)

L'entrée de Vandervelde, de Man et Spaak dans un gouvernement bourgeois qui ne réalise du fameux « Plan de Travail » que les points favorables à la bourgeoisie ; dans un gouvernement dont l'activité a déjà abouti à une nouvelle, aggravation de la situation de la population laborieuse est, sans aucun doute possible, apte à convaincre les ouvriers belges que leurs aspirations – même celles qui étaient incluses au Plan – ne peuvent pas être réalisées par les moyens de la collaboration de classes, mais seulement par la lutte commune des travailleurs.(...)